

Droit d'usage et non de propriété

Dossier de la rédaction de H2o
December 2011

Le vice-premier ministre, ministre de l'Énergie et des Services publics, Rashid Beebeejaun, affirme son intention de mettre de l'ordre dans les Water Rights. Il annonce une nouvelle réglementation en vue d'obtenir des informations précises sur les 360 droits d'exploitation des nappes phréatiques.

Intervenant devant le Parlement, Rashid Beebeejaun, a rappelé que les ressources en eau sont la propriété de l'État et les Water Rights des autorisations à utiliser de l'eau et non pas un droit à la propriété. Au cours de son intervention, le vice-premier ministre a également annoncé une nouvelle réglementation qui sera promulguée sous le Central Water Authority Act et dont l'objectif est de permettre à la CWA d'exiger des données sur les 360 droits d'exploitation des réserves souterraines accordées aux opérateurs privés. Certaines de ses autorisations datent de 1863, a-t-il rappelé en confirmant l'intention du gouvernement de procéder à une révision de ces droits d'exploitation.

Son ministre a pris d'importantes mesures afin de mobiliser des ressources additionnelles et ces mesures ont permis une production quotidienne d'eau potable de plus de 35 000 mètres cubes afin de pallier les baisses du niveau des principaux réservoirs du pays.

Sur le plan de la gestion des effluents et de l'extension du système de traitement, il prévoit une meilleure efficacité avec l'obligation d'une étude géologique approfondie avant l'allocation du contrat. Cela permettra, selon Rashid Beebeejaun, de résoudre le problème actuel des coûts additionnels dans les projets de traitement.

Jean-Yves Chavrimootoo, l'Express (Antananarivo) - AllAfrica 21-11-2011